



*Déclaration de la FSU au CTSD du 2 juillet 2012*

Monsieur le DASEN, mesdames, messieurs,

Ce CTSD, le dernier de l'année scolaire mais le premier sous le nouveau gouvernement, est l'occasion pour nous d'exprimer quelques satisfactions et beaucoup de scepticisme et de colère. L'abrogation du texte relatif à l'évaluation que l'ancien ministre, mauvais joueur, avait publié en rangeant ses papiers est un premier point positif.

Mais, pour nous, le reste n'est pas à la hauteur du slogan de campagne du Président de la République :

le changement que nous n'avons cessé d'appeler de nos vœux durant toutes ces dernières années ne semble pas être pour maintenant.

La lettre du ministre de ce point de vue ne nous rassure pas. Nous apprécions le changement de ton de l'introduction et les déclarations d'intention sur le rôle et les principes en œuvre dans le service public d'éducation. Mais, malheureusement la partie second degré, tout particulièrement, n'est pas à la hauteur de cette introduction : Il n'y a aucune perspective de remise à plat des questions conflictuelles : socle commun et écoles du socle, , LPC, niveau A2, horaires en LV, réforme du lycée, recrutement, transfert total de l'orientation sur les PP ...

*Tout d'abord, sur le plan départemental, nous déplorons la transmission tardive des documents qui rend impossible notre travail de représentants des personnels, nous contraignant à les découvrir dans l'urgence autour de cette table.*

Dans le premier degré, la rentrée va une nouvelle fois se faire dans des conditions très difficiles pour les élèves et les personnels. Avec 287 élèves supplémentaires prévus dans notre département, la dotation d'urgence du ministère ne sera pas suffisante au regard des besoins dans les écoles en terme de RASED, de remplacement, de scolarisation des moins de trois ans, de formation initiale et continue. En effet, l'attribution de 6 postes pour les Landes ne sonne pas comme une bonne nouvelle au regard d'une répartition académique des plus injustes. Comment allez-vous pouvoir nous justifier le peu de cas que le recteur fait des écoles landaises?

Au regard de notre P/E, nous aurions dû bénéficier d'au moins 17 postes pour atteindre la moyenne académique.

Au regard de l'évolution démographique (les Landes représentent 30% de l'augmentation de l'académie et ne récupèrent que 9% des postes alloués à notre académie) nous aurions dû recevoir au moins 19 postes. Cela fait des années que les écoles landaises sont mal traitées et là encore le changement n'est toujours pas pour maintenant dans notre département.

Il y a également urgence à revenir sur des réformes nuisibles pour l'école comme le dispositif d'aide personnalisée (dont nous demandons l'abandon), d'avoir une réelle politique ambitieuse pour l'éducation prioritaire et de trouver des solutions à la question de la direction d'école en souffrance à l'heure actuelle.

Une fois de plus nous nous insurgeons contre la gestion réservée aux Emplois de Vie Scolaire. Alors que le contrat prenait fin samedi 30 juin, nombre de ces collègues n'ont qu'incertitudes quant à leur avenir aujourd'hui. C'est faire bien peu de cas du dévouement qu'ils ont démontré jusqu'ici. Pour eux, le changement ce n'est visiblement pas pour maintenant.

Dans le second degré, les 3 heures de décharge accordées pour les stagiaires nous semblent largement insuffisantes. Sur le même sujet, nous ne sommes que trop conscients du problème posé par le faible vivier de recrutement qui découle à notre avis du dénigrement des enseignants, de la dégradation importante des conditions réelles de travail et de la baisse du pouvoir d'achat. C'est donc d'un plan ambitieux et volontariste dont nous avons besoin rapidement pour pouvoir inverser ce processus dramatique pour les années à venir. Il est temps aussi de mettre en œuvre une politique qui rompe radicalement avec la gestion précédente notamment en redonnant un souffle aux EPLE, en reconnaissant la réalité des effectifs qui doit s'accompagner d'ouvertures de divisions nécessaires et en mettant en face des moyens en heures postes.

M Le DASEN, avant l'ouverture de ce CTSD, nous regrettons déjà que vos annonces ne soient à la hauteur de nos espoirs.